

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL GALIBERT et FILS

La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse
12500 ESPALION

Références : n° 2022/CARMIN-092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement SARL GALIBERT et FILS implanté La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 ESPALION. L'inspection a été annoncée le 12/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GALIBERT et FILS
- La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 ESPALION
- Code AIOT dans GUN : 0006800069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière d'Espalion est une carrière de calcaire autorisée pour une durée de 19 ans pour un volume de 130 000T en moyenne. Elle dispose d'une installation de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 26 II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a fait ressortir des incohérences notamment en ce qui concerne les données relatives à la station météo.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.
Constats : L'installation étant autorisée à extraire au maximum 230 000T/an est soumise à la surveillance environnementale. L'exploitant dispose d'un plan de surveillance datant de janvier 2018 et est non à jour sur certains paramètres (durée d'autorisation, nombre de jauges, etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance comprend 6 stations (1 jauge de type a - environnement témoin, 3 jauges de type b - à proximité immédiate des habitations sous les vents dominants et à proximité des établissements sensibles en l'occurrence l'hôpital, 2 jauges de type c - en limite de site sous les vents dominants). D'après le bilan des mesures de retombées de poussières du 21 janvier 2022, les campagnes ont duré au moins 30 jours. Il y a eu 4 campagnes sur l'année 2021 en février, mai, août et novembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Les résultats des jauges de type b sont inférieurs à la valeur seuil de 500mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : L'installation ne dispose pas de station météo en propre sur le site. D'après le bilan, les données météo corrigées proviennent de la station d'Espalion. Or dans le plan de surveillance, il est mentionné que la station la plus fiable et la plus représentative pour le site est celle de St-Côme d'Olt.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Le bilan 2022 sur les campagnes de 2021 est présent. Il mentionne les informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 26 II.
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les mesures de retombées de poussières atmosphériques sont réalisées annuellement, conformément aux dispositions des normes en vigueur. Les points de mesures sont au nombre de 6, répartis conformément à l'étude d'impact du dossier de demande. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consistent à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à 30mg/Nm3. Dans le cas où les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du total de l'ensemble des rejets canalisés.
Constats : Il n'existe pas sur le site et notamment sur l'installation de traitement d'émissions canalisées. Les émissions sont diffuses et rentrent dans le cadre de la surveillance environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet